

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 26 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE**

Établissement de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST\_AVOLD\_TEPF\_RC4\_2022-07-19\_RAPVI\_inspection\_12-07-2022\_SCK\_31609

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE implanté Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 08/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE
- Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold
- Code AIOT dans GUN : 0006209828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première.

Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Résines C4 (RC4).

La présente inspection porte sur la problématique de la gestion et de la maîtrise des risques technologiques et en particulier la conformité à l'étude de dangers.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques technologiques ;
- Réexamen des études de dangers ;
- Maîtrise des risques.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ballon B8127	Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 4 (partiel)	/	Sans objet
Réacteur R8120	Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 6 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conformité à l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 3 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence deux points susceptibles de suites concernant la mise en oeuvre de mesures de maîtrise des risques (MMR) et pour lesquels des éléments de démonstration sont attendus de la part de l'exploitant.

Ces points concernent la qualification du niveau de confiance d'une MMR équipant le ballon B8127 et la réalisation de travaux de fiabilisation d'une MMR du réacteur R8120. Ils sont détaillés en partie confidentielle du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Ballon B8127

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 4 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription confidentielle (détaillée dans la partie confidentielle du présent rapport)
<b>Constats :</b> Les constats portent sur une Mesure de Maîtrise des Risques (MMR). À ce titre, ils sont détaillés en partie confidentielle du présent rapport. Ces constats soulèvent des observations pour lesquelles des éléments sont attendus sous un délai de 30 jours.
<b>Observations :</b> cf partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Réacteur R8120**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 6 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription confidentielle (détaillée dans la partie confidentielle du présent rapport)
<b>Constats :</b> Les constats portent sur une Mesure de Maîtrise des Risques (MMR). À ce titre, ils sont détaillés en partie confidentielle du présent rapport. Ces constats soulèvent une non-conformité. Au regard des bons de commande présentés, des engagements de l'exploitant pris lors de la présente visite et de la mise en œuvre de mesures compensatoires dans l'attente de la réalisation des travaux de mise en conformité, il n'est pas proposé de suites à ce stade. Néanmoins des éléments sont attendus sous un délai de 60 jours.
<b>Observations :</b> cf partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conformité à l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/01/2022, article 3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf prescription contraire, les installations sont exploitées conformément à l'étude de dangers « Atelier Résines C4 – Révision Décembre 2020 » complétée par les éléments transmis par courriel du 21 juin 2021 susvisé, et sont équipées des mesures de maîtrise des risques listées dans cette étude de dangers.  En outre les barrières de sécurité permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers complétée susmentionnée.
<b>Constats :</b> L'étude de dangers RC4 (Résines C4) a été réexaminée et révisée par l'exploitant en décembre 2020.  Le contrôle a été réalisé par sondage sur certaines installations de l'atelier RC4 prises en compte dans cette étude de dangers (EDD). Il a en particulier porté sur la présence des mesures de maîtrise des risques (MMR) valorisées dans les scénarios.  Les constats réalisés concernant le scénario de fuite de MTBE (Méthyl Tert-Butyl Ether) suite à rupture catastrophique du réacteur R8120 sont précisés en partie confidentielle du présent rapport. Les documents présentés et les constats de terrain ne soulèvent pas d'observation hormis concernant une MMR qui fait l'objet du constat détaillé dans la fiche "réacteur R8120".
<b>Observations :</b> cf partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet